

éloigné, voire même une chimère, les partenaires commerciaux de l'Europe devraient pouvoir y trouver leur compte, à la faveur notamment de l'adoption de normes uniformes pour les biens manufacturés et d'un document administratif unique relatif aux droits de douane (au lieu de 150 documents par exemple pour certains produits), ce qui devrait réduire considérablement les frais d'administration qu'entraîne la vente à la Communauté.

L'optimisme du milieu des affaires des États-Unis semble également fondé sur la confiance que lui inspire le gouvernement américain dans sa volonté et sa capacité de défendre ses intérêts commerciaux en Europe. Le département de Commerce s'est engagé activement dans un programme destiné à sensibiliser les entreprises aux transformations qui se font jour actuellement et aux possibilités qu'elles présentent. Le programme fait partie d'une stratégie d'ensemble visant à réduire le déficit commercial des États-Unis, vis-à-vis notamment de la CE qui constitue le plus gros marché des Américains. D'après un haut fonctionnaire du département de Commerce⁶, plus de 6 000 sociétés américaines se sont adressées au département et 50 000 exemplaires de directives de la CE ont été distribués aux entreprises, la plupart des PME. La confiance des entrepreneurs est nul doute renforcée par la conviction selon laquelle leur gouvernement est prêt à défendre ardemment leurs intérêts en Europe, soit comme exportateurs, soit comme sociétés-mères de filiales industrielles domiciliées dans la CE.

Cet optimisme devient toutefois plus modéré au sein de l'industrie américaine de la défense, qui fait face à des problèmes plutôt particuliers. Après huit années de budgets en hausse croissante sous l'administration Reagan, le secteur de la défense doit maintenant subir sinon une réduction sensible du moins un gel du budget de la défense en termes réels. La réaction naturelle, comme c'est d'ailleurs le cas dans d'autres gros pays producteurs d'armes, est de s'en remettre aux exportations pour compenser le manque à gagner, mais en Europe les perspectives ne sont guère encourageantes. Non seulement l'opinion européenne, dans le sillage des rumeurs de conciliation en provenance de Moscou, a accueilli froidement le principe de l'augmentation des dépenses militaires, mais les gouvernements d'Europe membres du GPEI cherchent activement à accroître l'efficacité de leur production de défense et, à plus long terme, à réduire leur dépendance face à leurs sources d'approvisionnement d'Amérique du Nord. Cela ne se fera certainement pas du jour au lendemain, puisque la plupart des pays d'Europe ne se sont

⁶ Frank Vargo, sous-secrétaire adjoint pour l'Europe, département de Commerce, au cours de son témoignage devant le Comité de la Chambre des représentants sur la petite entreprise, le 9 février 1989